



ENGAGÉ·ES  
AU QUOTIDIEN

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

4000 suppressions de postes d'enseignant·es et aucune nouvelle mesure salariale, ni de sortie de la précarité pour les contractuel·les enseignants, AESH, AED... l'École est à un point de bascule et Michel Barnier la précipite dans le vide. L'exécutif porte un coup fatal à un service public essentiel. L'École publique paye donc un lourd tribut aux économies annoncées. C'est même l'Education nationale qui contribue le plus aux suppressions de postes annoncées dans la Fonction publique. Et dire que le premier ministre annonçait lors de son discours de politique générale que l'école resterait sa priorité... encore une fois, il y a un gouffre entre les paroles et les actes ! Ces suppressions s'ajoutent à celles des deux dernières années, entraînant une dégradation continue des conditions d'enseignement pour les personnels et d'apprentissage pour les élèves. Personne ne conteste la baisse démographique. Mais cette dernière doit être mise à profit pour :

- Réduire les effectifs des classes : le taux d'encadrement se dégrade, les effectifs par classe augmentent, compromettant ainsi la qualité de l'enseignement. Le nombre d'élèves par classe est à 21.3 nationalement, au-dessus de toutes les moyennes : UE et OCDE. Dans l'Oise, des écoles sont largement au-dessus de cette moyenne comme l'école d'Angicourt avec une moyenne supérieure à 26 et donc avec des recommandations nationales non respectées pour les classes de GS et CP. La dépense moyenne par élèves est, elle aussi, inférieure à celle de l'OCDE. La part de la richesse produite (et il y en a) est passée en 1996 de 7.7% à 6.7% aujourd'hui.
- L'an dernier, les 650 ETP supprimés dans les écoles ont abouti à fermer 1700 classes nationalement ; avec 33 postes supprimés dans l'Oise, ce sont 61 classes qui ont fermé en cette rentrée. Pour la rentrée prochaine, avec 3155 postes, ce seront des milliers de classes fermées partout et dans notre département aussi : dans les milieux ruraux, en éducation prioritaire, dans les centre ville et zones péri-urbaines. C'est une hécatombe pour l'École Publique. Préparez-vous à des mobilisations pour:
  - **Stopper la chute de l'offre de formation déjà largement engagées.** Nos collègues ont besoin de formation en présentiel et sur des temps longs.
  - **Assurer le remplacement.** D'ici quelques jours ou semaines, faute de moyens et de personnels suffisants, les enseignant·es absent·es ne seront pas remplacé·es, pénalisant ainsi les élèves et générant une charge de travail supplémentaire pour les enseignantes et enseignants présent·es.
  - **Donner des moyens pour l'inclusion** : les moyens dédiés à l'inclusion scolaire sont insuffisants, alors même que les besoins augmentent. Trop et de plus en plus de collègues sont en souffrance dans des écoles de l'Oise face à une inclusion sans véritable moyen. La FSU tient à alerter tou·tes les membres du CDEN sur cette problématique. Quand ce sujet sera-t-il vraiment traité ? Nous ne donnerons ici pas de noms d'écoles ou de personnels mais la situation s'empire de jours en jours ? Il y a urgence à ouvrir des ESMS, à recruter des médecins scolaires, à former le maximum de personnels et à renforcer les RASED. Par exemple sur la circonscription d'Auneuil il n'y a pas de poste d'enseignant·e spécialisé·e à dominante relationnelle.

Aussi, nous vous demandons de bien vouloir soumettre au vote de l'ensemble de ce CDEN une motion demandant l'annulation des suppressions de postes après les déclarations liminaires qui dit :

***Le gouvernement a annoncé la suppression de 4035 postes à l'Éducation Nationale dont 3155 pour les écoles. Le CDEN dénonce ces suppressions qui continueront à dégrader les conditions de travail des personnels et d'étude de nos élèves. Le CDEN demande leur annulation.***

L'école inclusive nécessite des moyens ambitieux pour garantir son bon fonctionnement. Aujourd'hui ce n'est pas le cas et cela porte préjudice à tout le monde : enfants, parents et agent·es de l'école comme des collectivités territoriales. L'école inclusive ne peut reposer sur les seul·es AESH utilisée·es comme variables d'ajustement. Il est urgent de créer un corps de catégorie B pour les AESH, un temps plein par défaut à 24 heures d'accompagnement hebdomadaire, la fin des PIAL et des PAS et un salaire minimum à 1850€ par mois.

En revanche, le gouvernement fait le choix de préserver le SNU, gadget coûteux et révélateur de la volonté du gouvernement de mettre la jeunesse au pas. Des millions, voire des milliards pour le SNU, pour les uniformes, pour le Pacte (qui n'est pas de la revalorisation) et des suppressions de postes d'enseignant·es, les choix du gouvernement sont clairs !

Dans le département de l'Oise, 13 collèges externalisent la production des repas pour les élèves et les personnels. La FSU continue d'interroger cette délégation, cette privatisation qui n'est pas dans l'intérêt du service public et de ses usager·es et demande le recrutement de personnels qui pourraient assurer ce service et servir des repas en favorisant des produits locaux. Comme vous le savez aussi, une enquête nationale a mis au jour la présence de polluants éternels dans l'eau du robinet de nombreuses communes de notre département. Ces communes abritent des écoles et établissements scolaires ; qu'a-t'il été mis en place pour protéger la santé des personnels et des usager·es ?

Enfin et pour finir, la FSU Oise continue d'alerter toutes les autorités de la situation de dizaines d'enfants de notre département, scolarisé·es, ou non et qui, tous les soirs sont à la rue ; mis à l'abri ou pas, dans des conditions précaires, faisant leurs devoirs sur le trottoir, mangeant un paquet de chips devant la gare de Beauvais ou de Creil. C'est pourquoi il y avait un rassemblement ce matin, qui plus est en cette journée mondiale pour le refus de la misère devant la préfecture de l'Oise. Quoi qu'en pense le ministre de l'intérieur, l'immigration est une richesse. Ces enfants sont nos élèves. Nous ne les oubliions pas et nous nous mobilisons pour qu'elles et eux puissent vivre, leur enfance pleinement et sans souffrance.